

Entre propagande et voix dissidentes: l'information internationale et ses sources; le cas de la crise algérienne

Lise Garon

Volume 29, numéro 3, 1998

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703920ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703920ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Garon, L. (1998). Entre propagande et voix dissidentes: l'information internationale et ses sources; le cas de la crise algérienne. *Études internationales*, 29(3), 599–629. <https://doi.org/10.7202/703920ar>

Résumé de l'article

Cet article développe l'hypothèse de la subjectivité fonctionnelle de l'information internationale à partir d'une analyse rhétorique du discours de l'évidence et du discours de l'incertain qu'ont reproduits les grands journaux dans la crise algérienne. La période d'observation débute environ deux ans et demi après le coup d'État de 1992. La durée relativement longue du conflit, à ce moment, aurait dû permettre aux médias de se démarquer de la propagande et de mieux valider leurs informations. Pourtant, à l'instar d'autres crises, les médias ont parlé abondamment de ce qu'ils connaissaient mal et ont mis beaucoup de temps à développer une attitude critique face au discours officiel algérien.

Indépendamment de toute considération éthique, le cas algérien suggère que cette subjectivité de l'information internationale tend à réaliser des fonctions bénéfiques à long terme, pour la crédibilité des médias comme pour l'équilibre de l'information (à défaut d'objectivité) : la rhétorique de la subjectivité permet aux grands journaux de changer radicalement d'attitude face à leurs sources, à propos d'un même problème, et sans entacher leur crédibilité ; elle permet aux grands journaux de rouvrir, à partir de la scène internationale, les scènes publiques nationales verrouillées par la censure (une des formes possibles d'influences transfrontières entre médias et gouvernements - une fonctionnalité bénéfique pour la résurgence de l'expression pluraliste).

L'information internationale entre propagande et voix dissidentes

Le cas de la crise algérienne

Lise GARON*

RÉSUMÉ : Cet article développe l'hypothèse de la subjectivité fonctionnelle de l'information internationale à partir d'une analyse rhétorique du discours de l'évidence et du discours de l'incertain qu'ont reproduits les grands journaux dans la crise algérienne. La période d'observation débute environ deux ans et demi après le coup d'État de 1992. La durée relativement longue du conflit, à ce moment, aurait dû permettre aux médias de se démarquer de la propagande et de mieux valider leurs informations. Pourtant, à l'instar d'autres crises, les médias ont parlé abondamment de ce qu'ils connaissaient mal et ont mis beaucoup de temps à développer une attitude critique face au discours officiel algérien.

Indépendamment de toute considération éthique, le cas algérien suggère que cette subjectivité de l'information internationale tend à réaliser des fonctions bénéfiques à long terme, pour la crédibilité des médias comme pour l'équilibre de l'information (à défaut d'objectivité) : la rhétorique de la subjectivité permet aux grands journaux de changer radicalement d'attitude face à leurs sources, à propos d'un même problème, et sans entacher leur crédibilité ; elle permet aux grands journaux de rouvrir, à partir de la scène internationale, les scènes publiques nationales verrouillées par la censure (une des formes possibles d'influences transfrontières entre médias et gouvernements – une fonctionnalité bénéfique pour la résurgence de l'expression pluraliste).

ABSTRACT : Similar to other violent conflicts, the Algerian civil war was reported by the international media in very biased manner. What social functions do such distorted representations of a conflict perform in the long term, apart from triggering flaming controversy about media ethics ? The 1995 presidential election in Algeria, when taken as a strategy of psychological warfare, casts light upon this problem. An analysis of three dailies, the Canadian *La Presse*, the Belgian *Le Soir* and the French *Le Figaro*, from September 1995 until one year later, suggests that the international press plays three different roles : (1) The media rhetorics serves to release unconfirmed dramatic stories while preserving the media's credibility ; (2) Through unconfirmed war stories, the media may influence the course of crisis : by first supporting propaganda and by shifting to dissident sources afterwards ; (3) In the end, this late shift to dissident sources may contribute to re-open from outside the country a pluralist public scene that has been closed from inside.

Un aspect particulier des influences transfrontières entre médias et gouvernements, soit la réaction de la presse internationale face à la propagande militaire, fait l'objet d'une controverse, depuis les charniers de Timisoara et la guerre du Golfe : pourquoi les médias ne sont-ils pas capables d'accomplir la

* Professeur au Département des communications à l'Université Laval, Québec. Cet article est une version remaniée d'une communication présentée au XVII^e congrès mondial de l'Association internationale de science politique à Séoul, août 1997.

mission qu'on leur attribue généralement? Pourquoi ne sont-ils pas capables d'informer l'opinion publique¹ de manière objective et sans parti pris? En particulier en temps de guerre?

La recherche de l'audience a perverti le travail de la presse, accusent les philosophes. Ce qui suggère une hypothèse impertinente : cette « perversion » n'est-elle pas une réponse fonctionnelle à la situation de concurrence que vivent les médias?

Pour mieux comprendre ce problème, nous explorerons l'hypothèse de la subjectivité fonctionnelle, développée dans une étude précédente, portant sur les stratégies d'influence des médias durant la guerre du Golfe, et qui mettait l'accent sur la construction de l'ordre du jour². Dans la présente analyse, par contre, nous développerons davantage l'hypothèse, non plus en questionnant l'ordre du jour mais le langage. Des problèmes de construction de l'ordre du jour, tels que l'oubli des crises lointaines, par exemple, ou encore le déficit de communication de l'opposition islamiste dans la presse occidentale, céderont donc la place à un angle de vision : les pratiques discursives par lesquelles les journaux appuient ou contredisent les points de vue officiels tout en protégeant leur crédibilité de témoin objectif et crédible. Face à cet impossible devoir de l'objectivité, quel impact ces reportages plus ou moins subjectifs peuvent-ils avoir? Quelles fonctions cette subjectivité tend-elle à réaliser?

Dans la mesure où l'information est utilisée par les sources militaires comme une arme de guerre, la circulation des images favorables à l'un ou l'autre des camps qui s'affrontent constitue un enjeu important dans une telle guerre qui, à l'instar des autres conflits postérieurs à la Seconde Guerre mondiale, est aussi psychologique : la propagande. La question examinée ici consiste, par conséquent, à examiner comment et pourquoi la presse internationale peut contribuer tantôt à renforcer, tantôt à affaiblir une stratégie de manipulation de l'opinion.

Les présidentielles algériennes de novembre 1995 constituent un cas fort utile pour comprendre comment cela fonctionne. Moins de trois ans auparavant, le coup d'État de 1992 avait ramené au pouvoir les militaires au pire moment qui soit pour leur image publique : pendant que l'électorat élisait ses représentants au premier parlement pluraliste de l'histoire de l'Algérie. Ces événements se produisaient après la chute d'un État totalitaire qui avait légué à l'Algérie une économie en lambeaux et une rente pétrolière tarie, dans un climat de grande effervescence civile. Après le premier tour de scrutin, trois partis s'étaient acquis les faveurs de 80 % de l'électorat : le Front islamique du

1. Pour avoir une idée de cette controverse animée par les sociologues et les journalistes en Europe, on pourra consulter notamment les travaux de Dominique WOLTON, *War Game : l'informatique et la guerre*. Paris, Flammarion, 1991, 289 p. la littérature sur la controverse qui a suivi la guerre du Golfe dans les médias, les actes d'un colloque, *Télévision et pouvoir* (CRAC, Valence, 1996), ainsi que Jean-Marie CHARRON : *Les journalistes et leurs qualifications* (Observatoire des pratiques et des métiers de la presse, CFPJ, Paris, décembre 1996).
2. Lise GARON, « A Case Study of Functional Subjectivity in Media Coverage : the Gulf War on TV », *Canadian Journal of Communication*, 21(3), 1996, pp. 317-337.

salut (FIS), le FLN (parti ex-unique) et le Front des forces socialistes. La séquence d'événements qui a suivi le premier tour débute par le coup d'État de 1992, suivi par l'annulation des élections, l'interdiction du FIS et de ses journaux, et la déportation de ses élus vers les camps au Sahara. Les islamistes, après un moment d'hésitation, ont réagi en formant leurs propres milices³.

Sur le plan des symboles, les putschistes allaient longtemps souffrir d'un grave déficit de légitimité : ils ont refusé le verdict populaire qui les congédiait et ils ont initié la violence armée. Trois ans et demi plus tard en effet, les militaires n'avaient pas réussi à faire accepter leur geste, comme en témoigne la guerre civile qui déchirait le pays. C'est alors que le Président installé par les militaires, Liamine Zéroual, imagina de tenir des élections présidentielles en novembre 1995. Celles-ci représentaient, pour lui et ses partisans, la première étape d'une stratégie de sortie de crise. L'enjeu était double : il fallait légitimer le pouvoir par un vote massif et éliminer des vainqueurs de l'élection précédente du paysage politique. Les risques étaient grands, mais la partie fut néanmoins facile, en l'absence de véritables partis d'opposition et de journaux, nationaux et internationaux, capables de véhiculer autre chose que l'information officielle.

La presse internationale, dans un tel cas, fait face au dilemme suivant : pour bien se vendre, les journaux ont besoin de diffuser une information à la fois attrayante (guerres, crises, conflits...) et crédible (idéalement sans jamais se tromper). Leur problème, en Algérie, tout comme en Bosnie et dans la guerre du Golfe, vient de ce qu'ils doivent sans retard diffuser l'information disponible, sans qu'ils aient eu le temps de la vérifier. Prendre le temps de vérifier, cela signifierait se laisser devancer par la concurrence. Affronter la concurrence, cela implique de diffuser des informations non confirmées, et parler abondamment de ce que l'on connaît mal. Comment choisir entre deux logiques contradictoires, la concurrence et l'éthique de l'objectivité ? Le dilemme pose un problème pour l'image des journaux, dont les pratiques, tout comme celles d'autres institutions telles que l'éducation et la justice, se sont en effet élaborées en référence à une fonction téléologique universaliste : la recherche de la vérité au service de l'humanité.

Ici, les journalistes nous pardonneront, nous l'espérons, notre propre partialité. Cette analyse incomplète a ignoré volontairement la difficulté d'informer sur l'Algérie, les conditions de production du journal quotidien (le travail sous pression pour qui ne connaît pas bien le terrain), l'effort évident parfois pour oublier les préjugés et ne pas prendre parti, l'admission, après coup, de ses erreurs et de ses insuffisances... Bien que les groupes armés pratiquent, eux aussi, la censure et la désinformation, nous ne nous sommes pas intéressé à leur propagande puisque les médias occidentaux ne semblaient pas en être les destinataires. Nous ne nous sommes pas intéressé non plus à l'objectivité (inégalement mais évidente) de la presse internationale ; comme personne ne conteste le fait que c'est le rôle des médias d'informer, nous ne

3. Abed CHAREF, *Algérie, le grand dérapage*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 1994.

voyons pas vraiment l'intérêt, pour la sociologie, de chercher à comprendre pourquoi ou comment les médias arrivent parfois à faire du bon travail.

Ce qui pose davantage problème, par contre, et que la sociologie commence à peine à comprendre, c'est le phénomène de la subjectivité cachée, de ses rituels rhétoriques, et des fonctions sociales qu'elle concourt à réaliser⁴. Au-delà du problème éthique, la subjectivité dans les médias constitue un phénomène social qui, à ce titre, mérite d'être observé et expliqué par la sociologie des médias autant que par les autres disciplines de la sociologie de la connaissance.

I – État de la question et approche théorique

Le phénomène de la subjectivité est un thème central de la sociologie de la connaissance. Dans une perspective néo-marxiste, par exemple, des sociologues et des sémiologues ont soutenu que la connaissance se construit à partir de la perspective d'une classe ou d'un groupe, de manière à en reproduire l'idéologie et à en promouvoir les objectifs historiques⁵. En matière de communication politique, Althusser a décrit ces systèmes de représentations que sont les idéologies comme n'étant pas autre chose que des « appareils idéologiques d'État » servant à produire le consensus, la mobilisation, la légitimité... Prieto a, de son côté, à propos de l'impossible objectivité de la science, décrit l'acte d'acquisition (et, par extrapolation, de diffusion) de la connaissance comme un acte par lequel le sujet connaissant se positionne lui-même dans son environnement social. Dans ce processus, le sujet appréhende le monde et l'univers à travers les réseaux sociaux dont il fait partie : école, classe, quartier, période historique... Le processus de la connaissance est en même temps celui par lequel le sujet connaissant apprend qu'il a une place à conquérir ou à préserver dans la société où il vit.

En dehors de l'école marxiste, tous les sociologues sont loin, bien sûr, d'adhérer à la thèse du déterminisme historique. Ce qui ne les empêche toutefois pas d'admettre que la connaissance soit influencée historiquement et individuellement par l'expérience du groupe ou du sujet connaissant, et socialement par les fonctions qu'elle réalise. De Durkheim à Feuer, Feyerabend,

4. Voir en particulier l'ouvrage collectif de W. LANCE et David PALETZ (sous la direction de), *Taken by Storm : The Media, the Public Opinion, and US Foreign Policy in the Gulf War*, Chicago et Londres, Presses de l'Université de Chicago, 1994. PALETZ (1994) et le numéro spécial de *Canadian Journal of Communication*, vol. 21, no. 4, automne 1996.

5. Theodor W. ADORNO, Karl R. POPPER, Ralf DAHRENDORF, Jürgen HABERMAS, Hans ALBERT, Harald PILOT, *De Vienne à Francfort, la querelle allemande des sciences sociales*, Bruxelles, Complexe, 1979 ; Louis ALTHUSSER, *Positions*, Paris, Éditions sociales, 1982 ; Luis J. PRIETO, *Pertinence et Pratique*, Paris, Minuit, 1975.

Kuhn, Lakatos et Musgrave dans le domaine de la connaissance scientifique⁶; à Manheim et Prieto dans le domaine des idéologies⁷; en sociologie classique comme en sociologie marxiste, le processus de la connaissance est généralement considéré comme sélectif, et les représentations de la réalité comme partielles et partiales.

Si l'objectivité est un idéal impossible, dans le domaine de la science comme celui des idéologies, pourquoi en serait-il autrement avec les journalistes? Après tout, produire un journal, n'est-ce pas reconstruire la connaissance et ses représentations du point de vue partiel et partial du journaliste? Un point de vue lui aussi déterminé par son expérience collective et individuelle de l'actualité internationale autant que par les attentes de son journal et de son public? Avec les contraintes qui peuvent en résulter, et notamment les contraintes de la déontologie de l'objectivité?

A – La dialectique objectivité/subjectivité

Ici apparaît un paradoxe, en effet : ce seraient les règles de la déontologie de l'objectivité qui induiraient la subjectivité? C'est en tout cas le point de vue défendu par Cook : les pratiques de la profession journalistique, fondées sur l'obligation éthique de l'objectivité, obligent les médias à construire leur agenda à partir des sources les plus connues et crédibles. D'où la dépendance de l'agenda médiatique par rapport à ces sources institutionnelles dominantes⁸.

Certes, la règle de l'impartialité ne permet habituellement pas aux médias d'initier les débats publics ou les remises en question idéologiques. Il n'en demeure pas moins, comme l'a fait remarquer Simone Bonnafous⁹, et comme Cook semble l'oublier, que les médias ont développé des techniques discursives qui, à défaut de les encourager à débattre de leurs propres opinions, leur permettent néanmoins de prendre leurs distances avec les points de vue institutionnels. Toutefois, ces techniques discursives relèvent-elles d'un sens critique véritable, ou au contraire d'une sorte de langue de bois médiatique

6. Émile DURKHEIM, *Les formes élémentaires de la vie religieuse*, 7^e édition, Paris, PUF, 1985; Lewis Samuel FEUER, *Einstein et le conflit des générations*, Bruxelles, Complexe, 1978; Paul FEYERABEND, *Contre la méthode: Esquisse d'une théorie de la connaissance*, Paris, Seuil, 1979; Thomas S. KUHN, *La structure des révolutions scientifiques*, Paris, Flammarion, 1983; Imre LAKATOS et Alan MUSGRAVE, *Criticism and the Growth of Knowledge*, Londres, Presses universitaires de Cambridge, 1970.

7. Karl MANHEIM, *Idéologie et utopie*, Paris, Rivière, 1956; PRIETO, 1975, *op. cit.*

8. Timothy E. COOK, « Domesticating a Crisis: Washington Newsbeat and Network News After the Iraqi Invasion of Kuwait », dans W. LANCE et David PALETZ, *op. cit.*

9. Simone BONNAFOUS, « Parole médiatique en temps de crise. Étude de cas », in *Études de communication*, Université de Lille III, 1994, pp. 113-130; Simone BONNAFOUS, « La gestion de l'incertain par les médias contemporains dans la crise yougoslave », *Mots, Ordinateurs, Textes et Société*, n° 47, juin 1996, pp. 7-22.

qui permet parfois de dire en faisant semblant de ne pas avoir dit ? Ou même, comme le reconnaît elle-même Bonnafous, de pouvoir laisser entendre le pire ou d'amorcer la controverse sans avoir à l'assumer explicitement ? En s'abritant derrière les voix divergentes que l'on choisit de mettre en scène ?

En effet, ne voyons-nous pas quotidiennement les médias élargir la représentation du monde que leur fournit l'information de source institutionnelle ? Non seulement en citant les sources dominantes sur un ton plus ou moins dubitatif, mais aussi en faisant état des voix minoritaires que représentent les universitaires, les opposants, les dissidents, et même monsieur et madame Tout-le-Monde interviewés sur le vif lors des reportages ? Cela sur le mode du « par contre selon... », du « X et Y ont toutefois dénoncé... », du « cette politique a déclenché une controverse... », du « interrogé, untel a toutefois prétendu que... » ?

B — Un concept à deux niveaux

Le concept de subjectivité a, ainsi, fluctué entre les contraires, selon les auteurs et selon les écoles. Tous les sens possibles du concept possèdent toutefois un élément en commun : une distorsion de la réalité qui se produit dans le processus de connaissance. *A contrario*, l'objectivité pourrait revêtir, si elle était possible, le sens de représentation impartiale et complète de la réalité que devrait produire l'information internationale.

La discussion qui précède suggère que la subjectivité dans les médias réside, à un premier niveau, dans le caractère partiel et tronqué des représentations du monde transmises par les sources d'information et relayées par la presse. L'objectivité, à ce niveau, est un idéal jamais atteint. C'est pourquoi il est d'usage, dans la profession journalistique, de ne pas afficher son attitude envers les sources, toujours citées comme telles, parfois même au conditionnel ou entre guillemets, et de situer à un deuxième niveau, celui de l'énoncé du texte journalistique, le réflexe de ne pas se prononcer sur les messages institutionnels. Cette rhétorique de la subjectivité admise, pour reprendre les termes de Bonnafous, est certes un effort que font les journalistes pour palier aux insuffisances des informations qu'ils doivent néanmoins retransmettre sans retard ; crédibilité et concurrence obligent. Permet-elle, toutefois, aux journalistes de se distancier des sources officielles ? Suffit-il que les médias s'abstiennent de supporter leurs sources, en utilisant au contraire la rhétorique de la subjectivité admise, pour que soit rétablie l'objectivité au premier niveau, c'est-à-dire l'absence de distorsions dans l'information ? Ce serait trop facile, et il n'en fut pas ainsi pour la crise algérienne.

C — Les médias et la propagande

Une importante difficulté de l'objectivité pour les médias réside dès lors dans la nécessité de diffuser les points de vue officiels, alors que ceux-ci, en tant que représentations de la réalité, sont déjà partiels et partiiaux. Considé-

rons un cas extrême : la propagande militaire en temps de guerre. L'information est en effet considérée, dans la théorie militaire moderne, comme une arme de guerre dont un usage mal contrôlé peut entraîner la défaite¹⁰. Dès la Deuxième Guerre mondiale, la gestion de l'information en temps de guerre a été désignée par le terme de propagande (lui-même emprunté à la terminologie marxiste-léniniste).

La finalité ultime de la propagande est celle même de la guerre : non pas l'information ni la vérité, mais la victoire. Dans son objectif même, elle est subjectivité (distorsion de la réalité). Elle est subjectivité également dans ses procédés : appel aux émotions, argumentation, illusions et censure.

1) **Appel aux émotions.** La fonction affective du discours de propagande est hypertrophiée, aux dépens de la fonction d'information, afin d'attirer l'attention par le spectacle, séduire, faire peur. Dans ce sens, elle est un appel à l'irrationnel d'un public ainsi rendu vulnérable. C'est pourquoi Tchakotine l'a appelée le « viol des foules ».

2) **Argumentation.** Mais nous avons aussi observé, et tous peuvent le faire, que la propagande n'est pas qu'appel aux émotions. Pour convaincre, elle ne se prive pas de faire appel à la raison, en argumentant, en citant des chiffres et des faits (réels ou pas, peu importe), et même des doctrines scientifiques.

3) **Illusions.** Pour gagner la guerre, le discours militaire déploie des procédés de séduction et d'argumentation qui ne sont guère différents, au fond, des autres discours publics. Mais la propagande est également illusion, invention. C'est cela, et non l'hypertrophie des images-chocs, comme le croyait Tchakotine, qui la caractérise.

4) **Censure.** Pour réaliser ses illusions, la propagande ne se contente pas de diffuser des représentations volontairement trompeuses de la réalité. Elle s'emploie aussi à prévenir les voix discordantes d'être entendues et à cacher les spectacles gênants : par la censure, et par les relations très protégées qu'elle développe avec la presse, notamment en limitant l'accès au terrain pour des raisons de sécurité, elle tend à devenir contrôle hégémonique de la parole publique.

Le spectacle produit n'est pas que grandiose ; il est aussi parole unique et, en ce sens, viol d'une foule où personne ne devrait pouvoir crier ni résister. L'incapacité absolue de la propagande à accorder la parole aux adversaires et à discuter avec eux en fait une forme extrême de subjectivité fonctionnelle : une manipulation volontaire, construite expressément pour gagner la guerre, c'est-à-dire une subjectivité instrumentale.

Ces quatre procédés, appel aux émotions, argumentation, illusions et censure ont structuré le discours officiel algérien depuis le coup d'État de

10. Pour l'évolution de cette théorie, d'une guerre à l'autre, au xx^e siècle, voir le dossier « Les médias dans la guerre », *Médiaspouvoirs*, n° 23, numéro spécial, 1992.

1992. Mentionnons pour mémoire quelques-unes des armes de la propagande déployée pour neutraliser l'opinion : la censure de la presse nationale, l'accès au terrain contrôlé par les visas et l'encadrement sécuritaire des journalistes étrangers¹¹ (*censure*), l'initiative hégémonique de la parole publique assurée par les directives transmises à la presse¹² et par l'agence officielle, Algérie-Presse-Service (*censure*), la démonisation de toute dissidence politique qu'on assimile à « l'intégrisme » (*appel aux émotions*), l'absence de contrôle indépendant crédible des élections présidentielles (*illusion*), les partis interdits de réunion (*censure*), le mirage d'une compétition électorale pluraliste (*illusion*), la légitimation de Zéroual (*argumentation*), la thèse du « terrorisme résiduel » après les présidentielles (*illusion*), l'image des militaires sauveurs de la paix et de la démocratie (*appel aux émotions*), le silence fait sur les exactions systématiques commises par les forces de l'ordre à l'encontre de la population civile (*censure*)... Nulle voix intérieure, à ce moment, ne réussit à démasquer la mystification (ça n'est que bien plus tard que certains journalistes algériens, enfreignant le décret sur l'information sécuritaire au risque de saisie et d'emprisonnement, arriveront à servir régulièrement d'antenne aux médias étrangers notamment pour contourner la censure).

Les médias internationaux, témoins de cette campagne de propagande (entendue au sens de gestion militaire de l'information, avec ses procédés subjectifs tels qu'énumérés plus haut), ont réagi avec un succès inégal, contribuant tantôt à la renforcer, tantôt à l'affaiblir. Cette analyse essaie de rendre compte de leur propre subjectivité, tant au premier niveau (distorsion de la réalité dans les images transmises) qu'au second niveau (rhétorique de la neutralité) du concept, et d'examiner les fonctions sociales que cette subjectivité médiatique tend à réaliser.

II – Approche méthodologique

Le corpus est constitué de grands journaux de pays francophones : France, Belgique (l'Europe fut l'un des théâtres de la crise algérienne) et Québec (très loin du terrain), s'adressant à un public instruit et de tendance libérale. Deux des journaux choisis, *La Presse* et *Le Figaro*, doivent couvrir à chaud une crise se déroulant sur un terrain qui ne leur est pas familier et pour lequel ils n'ont pas de journaliste « expert ». L'autre journal, *Le Soir*, possède son « expert » :

11. Pour plus de détails, le lecteur peut se référer à *La Lettre* de Reporters sans frontières ainsi qu'aux articles du *Monde Diplomatique* et du quotidien *Le Monde* de l'automne 1995, par exemple.

12. Voir notamment l'arrêté interministériel confidentiel (non publié) daté du 7 juin 1994 et transmis aux journaux, les enjoignant de ne diffuser de la crise que l'information officielle, ainsi que les recommandations sur la manière de traiter cette information, datées du même jour, signées par le ministre de l'Intérieur, et concernant la terminologie à utiliser, l'importance mineure de la crise dans l'agenda de presse, le contenu idéologique et les appels patriotiques à adresser à la population. Ces deux documents ont été reproduits dans l'ouvrage collectif anonyme publié aux éditions Hoggar (1995 : pp. 162-169).

Beaudoin Loos (expertise manifestée par une capacité plus grande et plus rapide, mais néanmoins relative, à se dissocier des illusions produites par une propagande de guerre).

A — Le corpus

Le Soir est le premier grand quotidien belge, fondé en 1887 par Émile Rossel. À la fin du ^{xx}e siècle, il tire à 200-250 000 exemplaires. Il offre un produit susceptible de plaire à divers profils de lecteurs, grâce à la formule des cahiers : *Sports*, *Société* (faits divers), *Mad* (supplément culturel), *Europe*. Ainsi arrive-t-il à rejoindre à la fois le lectorat populaire, les élites intermédiaires belges (chefs d'entreprise, universitaires, fonctionnaires...), les diplomates et les personnalités de la Communauté européenne. Le profil plus « plat » de son agenda algérien (*infra*, *Structure de l'agenda*) s'explique probablement par sa stratégie de marketing : un journal ciblant des lectorats si divers fait en sorte que tous y trouvent leur compte : du sensationnel certes, mais aussi de l'analyse politique, du fait divers vraiment divers (pas uniquement constitué d'attentats terroristes, comme les faits divers dans *Le Figaro*), et une ligne éditoriale cohérente sur le Maghreb.

Dès le début de la période observée, le journal adopte une attitude de défiance systématique envers l'information officielle algérienne ; *Le Soir* prend parti, mais ses analyses sont plus critiques et moins superficielles que celles du *Figaro* et de *La Presse*. C'est qu'il dispose d'un journaliste, Beaudoin Loos, relativement mieux au fait de la scène politique maghrébine. Plus d'analyse, moins de spectaculaire, plus d'importance aux événements susceptibles de modifier le cours de la guerre : ainsi fut structuré un agenda marqué par moins de faits divers (30,4 % de ses articles, par contraste avec *Le Figaro* et ses 34,1 % de faits divers ainsi qu'avec *La Presse* et ses 36,3 %), moins de violence (57,9 %, par contraste avec *Le Figaro* et ses 69,2 % d'articles portant sur la violence), et une place plus grande accordée aux élections présidentielles (23,5 % des ses articles, par contraste avec 13,2 % et 14,2 % seulement pour *Le Figaro* et *La Presse* respectivement – *infra*, *Structure de l'agenda*).

Le Figaro fut fondé en 1826. Tirant à 390 000 exemplaires, il est le premier quotidien français en termes de tirage. Il est aussi, par tradition, le journal de la droite libérale. Ses lecteurs, de tendance plutôt conservatrice, proviennent principalement des cadres supérieurs, des banques et des milieux d'affaires, de la fonction publique. Le fait que le terrorisme algérien ait sévi sur le territoire français explique que *Le Figaro* ait plus souvent traité de la violence (69,2 % de ses articles, contre 59,2 % pour *La Presse* et 57,9 % pour *Le Soir*) et plus souvent placé la crise algérienne à la Une (19,2 % de ses articles, contre 1,3 % pour *La Presse* et 10,8 % pour *Le Soir*).

La Presse est le plus grand quotidien francophone d'Amérique du Nord, en termes de tirage. Il vise un grand public au profil très diversifié, à l'instar du *Soir*, mais Québec est plus loin, géographiquement et stratégiquement, des

problèmes algériens que Bruxelles ou Paris. De manière fort compréhensible, *La Presse* n'a aucune expérience du terrain algérien, et la place de la crise algérienne dans son ordre du jour est plutôt marginale : très rarement à la Une (1,3 % des articles, contre 10,8 % pour *Le Soir* et 19,2 % pour *Le Figaro*), avec des événements traités sur le mode du fait divers un peu plus souvent (36,3 %, contre 34,1 % pour *Le Figaro* et 30,4 % pour *Le Soir*).

B — La stratégie de recherche

Pour explorer la contre-hypothèse du caractère non fonctionnel de la subjectivité dans les médias, le travail a d'abord consisté à répertorier, identifier et classer le plus large répertoire possible des procédés discursifs utilisés par l'information internationale dans un contexte où il y a guerre, censure et propagande, et où, par conséquent, le risque de distorsion de la réalité dans les reportages est suffisamment important pour invalider l'hypothèse de la subjectivité fonctionnelle. Pour couvrir un champ *a priori* le plus diversifié possible de procédés discursifs et de fonctions, nous avons construit deux échantillons à partir de trois journaux de trois lectorats très contrastés (France, Belgique et Québec).

Le premier échantillon comprend d'abord quinze articles portant sur les présidentielles algériennes et parus au moment de ces élections, puis trente articles ayant paru en fin de période (environ un an plus tard) et portant pour moitié sur la violence armée et moitié sur des événements non violents. Destiné à répertorier les procédés discursifs de la presse, l'échantillon de titres (trois) et d'articles (seulement 45) ne permet évidemment pas d'établir une comparaison définitive des différentes stratégies discursives de la presse internationale, mais seulement de compenser la petitesse d'un corpus par son hétérogénéité.

Un deuxième échantillon, composé des 343 articles (543 moins les faits divers) portant sur l'Algérie et parus durant toute la période d'observation, a servi à mesurer les fréquences évolutives des images de la crise et des positions de la presse face à la propagande. Pour des raisons évidentes, ce deuxième échantillon ne comporte pas non plus d'articles très courts (un seul paragraphe) laissant peu d'espace à l'analyse.

Certes, on pourrait valablement s'interroger sur les spécificités nationales et sur les stratégies de marketing propres à chacun des trois quotidiens analysés. Là n'est pas notre propos ; nous nous limitons, ici, à une comparaison minimale entre l'avant et l'après. Au-delà de leurs particularités, les trois grands journaux ont présenté un trait commun : ils se sont nourris à la propagande militaire pour produire principalement un discours de l'évidence (comme durant la guerre du Golfe) et, une fois l'événement spectaculaire passé, ils se sont davantage appuyés sur la controverse (*infra* : graphiques II et III). Pour protéger leur crédibilité à travers cette évolution des représentations qu'ils devaient transmettre du conflit, ils se sont abrités derrière un consensus

évoqué, ou une parole savante interviewée, ou encore le discours de l'incertain, consistant à orienter le lecteur vers une conclusion pour laquelle le journal ne se prononce toutefois pas. Cette rhétorique de la crédibilité est constamment utilisée, bien que la subjectivité de l'information soit très variable.

Dans cette exploration des fonctions sociales possibles de la subjectivité de l'information internationale, l'effort a été mis sur la comparaison entre les images officielles et celles transmises par les journaux. Nous avons davantage répertorié et classé que compté (sans exclure complètement l'information quantitative, toutefois) des données empiriques, essayant davantage de développer notre hypothèse, celle de la fonctionnalité de la subjectivité médiatique, qu'à en établir la preuve définitive.

C'est cette stratégie exploratoire de recherche qui a d'ailleurs inspiré le choix du cas (la crise algérienne) et celui du corpus (quelques grands quotidiens) :

1) **L'intérêt du cas algérien.** Une crise longue (la guerre du Golfe fut une crise courte), donne plus de chances aux médias de n'être pas de simples victimes manipulées par l'information officielle. Telle est la crise algérienne, où d'autres raisons que la censure, la manipulation, ou le secret des enquêtes policières doivent pouvoir rendre compte des carences de l'information internationale.

2) **L'intérêt d'un corpus de presse.** Un médium « froid », contrairement à la télévision, a plus de capacité à équilibrer l'information : plus de temps et plus d'espace pour réagir permettent de mieux développer l'expertise.

Le cas et le corpus choisis ont permis d'étudier la subjectivité de l'information dans un champ où la marge de manœuvre des médias semble plus large et où, par conséquent, l'alibi de la « victimisation » des médias face à la censure et à la manipulation n'est pas toujours probant comme explication alternative.

C — La structure de l'agenda

La crise algérienne a été décrite par les trois journaux (*Le Figaro*, *Le Soir*, *La Presse*) comme une chronique de guerre (62,4 % d'événements violents). La violence fut mise en scène en Algérie habituellement (à partir d'une information censurée, par conséquent), mais elle fut parfois présentée comme une menace à la France. Cette chronique de guerre fut relatée sur le mode du fait divers dans 34,4 % des articles.

Information de guerre et fait divers, il va sans dire, laissent peu de place à l'analyse et à l'esprit critique. Une telle structure d'agenda est révélatrice d'une situation délicate pour l'information : la nécessité de renouveler, jour après jour, le suspense d'une crise qui se prolonge dans un contexte de violence et de censure, à la foi porteur d'images terrifiantes et spectaculaires et vecteur de tentatives importantes de manipulation.

Première observation : *Le discours de l'évidence et celui de la subjectivité admise n'ont pas permis de discerner le vrai du faux, mais seulement de distraire les lecteurs par des informations non confirmées, sans mettre en danger l'image des journaux.*

Dans ses études sur la parole médiatique en temps de crise, Bonnafous a décrit deux stratégies discursives :

1) Le discours de l'évidence, servant à produire des représentations aseptisées (neutres?) des crises, a été décrit dans l'étude du traitement de la crise du chômage en France et en Europe par la chaîne *France 2* et par le quotidien *Le Monde* (1994).

2) Dans un autre corpus, Bonnafous a examiné le discours de l'incertain, procédé prudent ayant permis aux médias de soutenir la thèse de « camps de concentration » en Bosnie, tout en affirmant la vraisemblance limitée de cette thèse.

Ces deux stratégies, avec une panoplie appropriée de procédés discursifs, ont été retrouvées dans la couverture de la crise algérienne faite par les trois quotidiens observés, dans un contexte de guerre où leurs connaissances du terrain et leurs capacités d'investigation et de validation étaient limitées. Tout comme en Bosnie ou durant la guerre du Golfe, les trois journaux, bien que sans pouvoir vérifier la pertinence de ce qu'ils rapportaient, n'en ont pas moins parlé abondamment, ainsi qu'en témoignent le grand nombre d'articles (543) recensés chez eux durant la période d'observation.

D — Les procédés du discours de l'évidence

1 – L'amalgame

Ce procédé discursif, que Bonnafous¹³ appelle, par ailleurs, la globalisation, consiste à traiter artificiellement un ensemble hétérogène comme une personne, une seule voix. Les trois journaux analysés ont eu recours à l'amalgame pour projeter des représentations simplifiées et spectaculaires d'un conflit entre les forces du bien et les forces du mal. Celles-ci sont ainsi représentées dans les amalgames qui suivent :

13. S. BONNAFOUS, *op. cit.*

Tableau 1
L'amalgame

Les forces du bien	Les forces du mal
- la démocratie = la Kabylie = toute la population kabyle = le RCD (ou le FFS, ou le MCB); - les Français = chrétiens (et vice-versa - implicitement : Algérien = musulman?) - non-intégriste = démocrate (et vice-versa)	- le diable = la barbarie = le GIA = le FIS = islamiste = terroriste = Iran = intégrisme - tous les électeurs algériens en France, parce qu'ils ne sont pas de vrais Français (<i>Le Figaro</i>) - dans le passé : le pouvoir = le FLN, rendu bouc émissaire de tous les maux

L'usage du singulier vient parfois renforcer l'amalgame : « le voile islamique », « le GIA » (*très fréquent*), « l'islamiste ». Le procédé fait-il mieux vendre le journal ? En l'absence de données empiriques pouvant le confirmer, notons que l'amalgame se rapproche des préjugés courants, tout en étant vecteur d'images choquantes ou terrifiantes.

2 – La représentation consensuelle de la crise et de ses solutions

La représentation consensuelle de la crise et de ses solutions est un raccourci journalistique qui dispense d'argumenter sur la véracité affirmée de la nouvelle ; l'emploi des « on », des « il » et des « nous », des formes passives, intransitives ou pronominales et des phrases nominales, par exemple, qui permettent de décrire des actions et des processus sans devoir en préciser les sujets actants, explique Bonnafous. Un raccourci peut-être, mais l'argument susceptible d'emporter l'adhésion du lecteur est toujours implicitement présent. Cet argument prend la forme d'un appel au conformisme (du nombre, de la réconciliation de l'irréductible, ou du sens commun) ou à des sentiments eux aussi consensuels (l'espoir, la peur, la colère, le chagrin), présents entre les lignes, comme si la connivence de points de vue entre le lecteur et le journaliste en rendait inutile l'énoncé explicite :

Tableau 2
L'argument consensuel implicite

Conformisme du nombre	La colère, le chagrin
- l'appui [...] de la société civile	- l'hostilité de la population
- 10 000 personnes dans la rue...	- un mélange de dégoût [...] qui prévaut
- 26 millions d'électeurs ¹⁴	- à la conscience universelle de partir en guerre
Réconciliation de l'irréductible	L'espoir
- l'évêque des musulmans	- qui était attendue comme un événement historique
- l'attentat dénoncé [...] par le ministère de l'Intérieur et [...] le FIS	- la population respire un peu
- la droite comme la gauche ont dénoncé	- les Algériens attendent avec impatience
Le sens commun	La peur
- souvenez-vous...	- À Alger, on s'interroge
- il n'était pourtant pas difficile d'imaginer	- [l']épouvante [...] qui prévaut
- manifestement...	- les Algériens sont prêts à [...] un moindre mal

3 – L'appui sur l'expertise

Le recours à des sources qualifiées d'expertes est un autre procédé discursif servant à persuader le lecteur de la véracité d'une information par un argument portant implicitement non pas sur le fonds mais sur la prétendue crédibilité de la source choisie par le journal : un argument d'autorité, en quelque sorte. Tout le problème réside, par conséquent, dans l'identification de ces sources expertes, censées être « objectives » dans leurs appréciations et ne pas représenter d'intérêt catégoriel.

Toutefois la crédibilité des sources expertes « objectives » choisies par les trois journaux est, la plupart du temps, amoindrie par l'un ou l'autre des traits suivants :

14. La Presse, en reprenant la dépêche, ajoute par erreur 10 millions d'électeurs aux chiffres officiels. Une erreur qui amplifie encore la représentation consensuelle.

– La source experte est partie prenante au conflit qui déchire l'Algérie. Tels sont : Arezki Aït-Larbi, journaliste algérien correspondant du *Figaro* et... figure du Mouvement culturel berbère, Monseigneur Teissier, « spécialiste de l'islam » et... archevêque d'Alger¹⁵, Hend Saadi, professeur de mathématiques à l'Université de Tizi-Ouzou et... frère de Saïd Saadi, le chef du RCD (un parti politique qui prône l'élimination politique de tous les islamistes, tous « fascistes », sans exception)¹⁶, Saïd Saadi, « un expert lui-même proche du clan le plus éradicateur de l'Armée¹⁷ », ou des « témoins de premier ordre »... parmi lesquels l'ex-ministre Goumeziane et Louisa Hanoune (chef de parti politique)¹⁸.

– La source experte est anonyme, donc invérifiable. Par exemple : « les commentateurs », « des sources bien renseignées » ou « sûres », « les milieux politiques », « un observateur indépendant », « analystes et diplomates », « un diplomate occidental cité par Reuter », les « observateurs anonymes »...

Les sources expertes choisies par les trois journaux considérés ont à leur tour reproduit des procédés semblables à ceux décrits par Bonnaïfous et qui ne sont pas autre chose que des esquives rhétoriques savantes devant l'impossible devoir d'objectivité :

1) En réifiant des gens, leurs conflits et leurs souffrances, en « dossier », « problème » ou « question », les experts éliminent de leurs explications tout antagonisme, toute controverse et toute souffrance. Cela donne un ton neutre, mais le contenu n'est pas toujours neutre, pour autant.

Ainsi commente Mgr Teissier : « Nous cherchons à comprendre pourquoi nous sommes visés [...] Est-ce la recherche d'un coup médiatique (par qui ?) Ou la remise en question de notre existence même en terre d'Algérie. » Dans le discours sans passion du prélat, comme dans celui des experts en général, il n'y a ni bons ni méchants, mais seulement des questions... Toutefois, la description que Monseigneur Teissier donne du rôle de l'Église catholique en Algérie est révélatrice d'un parti pris caché, en dépit de la noblesse du discours : « Nous voulons prendre notre part [...] aux tensions du monde actuel, celles qui peuvent aboutir notamment à la « purification ethnique » qui

15. Cet expert est-il neutre ? Comment, en tant que « cible » des groupes terroristes, le serait-il ? N'a-t-il pas des vies et des intérêts à protéger ? Dans quelle mesure peut-il s'exprimer sans perdre en Algérie les soutiens et sympathies dont il bénéficie déjà ? Ses réponses prudentes à Jean-Paul Rustan (*Le Figaro*, 8 août 1996) et même parfois les questions esquivées, comme celle concernant le « terrorisme résiduel » expriment-elles l'absence de parti pris ou au contraire la peur de s'exprimer ? On ne saurait dire, mais un travail journalistique plus « objectif » eût consisté à interviewer un « spécialiste de l'islam » qui n'est pas partie prenante au conflit algérien.

16. Gilles TOUPIN, « Crise algérienne : le pouvoir est impuissant », *La Presse*, 27 avril 1996.

17. Beaudoin LOOS, « Les attentats maintiennent le pays dans la peur : le cauchemar algérien continue », *Le Soir*, 20 mars 1996.

18. Beaudoin LOOS, « Oxfam a tenu son pari à Bruxelles : Quand acteurs et témoins mettent l'Algérie à nu », *Le Soir*, 8 octobre 1996.

a déchiré la Bosnie. Nous résistons pour sauver le droit à la différence des êtres et des communautés politiques (*tous, sans distinction ? islamistes et FIS y compris ? Berbères aussi ?*), pour repousser toutes les formes d'exclusion (*y compris l'interdiction d'un parti politique légalement élu ? Y compris les scellés apposés par la police sur le centre diocésain de documentation berbère à Alger ?*). »

L'image de l'expert « qui ne sait pas », qui refuse de haïr ou de condamner, donne une impression de grande objectivité. Toutefois, le discours universaliste de Monseigneur Teissier n'aurait-t-il pas quelque limite ? L'Église a-t-elle déjà, d'une manière ou d'une autre, dénoncé la « purification démocratique » opérée par les militaires en Algérie pour « sauver la République » (terme utilisé par le Comité de sauvegarde de l'Algérie) ? On ne sait pas. Ce qui est significatif pour notre propos, par contre, c'est que le journaliste ne pense pas à poser la question à Monseigneur Teissier, par ailleurs qualifié de « spécialiste de l'islam » dans le chapeau de l'article.

2) Les discours experts font souvent l'économie des arguments supportant leurs conclusions, en décrétant la fatalité du présent. Par exemple : « c'est chaque fois la même chose quand le mal a eu raison du bien¹⁹ » ou encore : « Les Algériens attendent en vain la fin du tunnel [...] Il se passe ce qui s'est toujours passé depuis l'indépendance²⁰. »

L'expert peut encore faire l'économie d'un argument en posant des objectifs à réaliser au seuil d'une utopie indéterminée dans ses formes et dans son avènement. Ainsi l'analyse de *La Presse* : « Tout n'est pas joué cependant. Le pouvoir ne doit pas commettre « l'erreur stratégique » d'interpréter un tel vote comme une adhésion à sa politique (*alors comment l'interpréter ? Le flou expert ne suggère absolument rien !*). [...] Le vrai « travail politique » (*alors, la campagne électorale n'était pas un travail politique ?*) pour doter le pays d'une direction adaptée (*à quoi ?*) commencera après (*et durera combien de temps ?*)²¹. »

Parfois le fatalisme expert s'érige en vision de l'histoire : « Il y a des moments où il faut avoir le courage de dire qu'il n'y a rien à faire [...] Entre Charybde et Scylla, la France semble avoir compris aujourd'hui qu'il ne servait plus à rien de choisir [...] L'histoire algérienne a toujours été sanglante et fragile, depuis la colonisation arabe jusqu'à la guerre d'indépendance en passant par la conquête arabe du huitième siècle et la colonisation française de 1830. La tragédie continue aujourd'hui²²... »

19. Franz-Olivier GIESBERT, « Réveille-toi Mahomet... », *Le Figaro*, 3-4 août 1996.

20. Beaudoin LOOS, *art. cit.*, mars 1996.

21. Gilles TOUPIN, « Un vote pour la paix », *La Presse*, 17 novembre 1995.

22. Louis B. ROBITAILLE, « La France face à la nuit algérienne », *La Presse*, 26 mai 1996.

E — Les procédés du discours de l'incertain

Pour protéger la crédibilité d'un journal qui dit vrai et sans parti pris, les journaux ne se prononcent pas explicitement sur les faits qu'ils mentionnent, mais se contentent de citer la source officielle, parfois minimisant leur doute en le rendant vraisemblable, parfois le revendiquant comme improbabilité : dans les deux cas, cela permet de laisser entrevoir le pire ou le meilleur, de jouer entre la peur et l'espoir, sans prendre le risque de se prononcer ni, par conséquent, de se faire reprocher par la suite de s'être trompé. Ce discours de l'incertain a été tantôt produit par le journaliste lui-même, tantôt par l'expert qu'il a choisi d'interviewer.

1) L'incertain probablement confirmé (le vraisemblable) est un procédé courant qui consiste à attirer l'attention du public par une information sensationnelle non vérifiée, tout en amenant le lecteur à croire que la source dit vrai, que l'information non confirmée est néanmoins vraisemblable. Les procédés discursifs observés, et grâce auxquels les journalistes ont ainsi rendu vraisemblable de l'information non vérifiée, sont :

– l'argument des indices : « le gouvernement algérien a déjà donné des signes (???) qu'il est prêt à écouter les arguments des Américains [en faveur d'une paix avec les islamistes]²³ » – « des signes encourageants (lesquels ?) de reconstruction du pôle démocratique sont de plus en plus visibles²⁴ » – « la participation s'annonce (*source cachée par la forme pronominale*) massive²⁵ ».

– le vraisemblable affirmé : « Le président algérien risque d'ouvrir de nouvelles fractures. La Kabylie (*entendre le Mouvement culturel berbère*), dont les revendications identitaires et linguistiques ont été ignorées, se prépare à une riposte bruyante²⁶ » – « Zéroual vainqueur probable [...] si l'on se fie aux premières estimations de fin de soirée hier²⁷ » – « Une politique de réforme qui échouera ? [...] Le risque ? Énorme²⁸ ».

– l'esquive du « c'est-pas-moi-qui-le-dis » : « Belkacem Guerrouari est en colère : « C'est pas un musulman qui a fait ça. [...] Pourquoi ils visent les pauvres gens ?²⁹ ». – « Les islamistes armés assassinent la population civile ? C'est Jafar qui le raconte³⁰ ». – « Je vote pour que les menaces terroristes ne passent pas », explique une femme (*France-Presse n'a interrogé que cette femme* ?)³¹ ».

23. Pierre PRIER, « Après la présidentielle : Les Américains retrouvent le chemin d'Alger », *Le Figaro*, 20 mars 1996.

24. Gilles TOUPIN, *art. cit.*

25. Beaudoin LOOS, « Algérie : quel président pour quelle politique ? », *Le Soir*, 6 novembre 1995.

26. Arezki AIT-LARBI, « Les nouvelles règles du jeu de Zéroual », *Le Figaro*, 16 septembre 1996.

27. Reuter, « Un président politiquement vierge », *La Presse*, 17 novembre 1995.

28. Philippe REGNIER, « L'explosion sociale guette l'Algérie », *Le Soir*, 13 novembre 1996.

29. Jean-Paul RUSTAN, envoyé spécial, « Alger : les cafés, cibles des islamistes », 9 août 1996.

30. Arezki AIT-LARBI, correspondant, « Kabylie : « le triangle de la mort » », *Le Figaro*, 16 septembre 1996.

31. France-Presse, « C'est la première fois que je vois tant de femmes », *La Presse*, 17 novembre 1995.

– le sous-entendu : « Les motifs de récrimination [...] Côté français : l'éternelle instrumentalisation de la crise par les autorités à Alger (*sous-entendu : la crise fait un peu l'affaire des Algériens ?*)³² » – « Ils donnent le premier bilan, puis plus rien. Alors si des blessés meurent... (*sous-entendu : l'information officielle n'exagère donc pas ?*)³³ » – « Et si Nahnah empêchait Zéroual (*comment ?*) de l'emporter au premier tour ?³⁴ ».

– la juxtaposition suggestive des images : « La suspension du quotidien algérois *La Tribune* donnera lieu à un procès pour « profanation de l'emblème national » », annonce France-Presse. L'Agence ne commente pas explicitement l'événement. Celui-ci est néanmoins associé, dans une relation de concomitance suggestive, à trois informations sur la censure de presse : le communiqué des journalistes européens déplorant « avoir été empêchés, par Alger, d'assister à un colloque sur la liberté de presse », celui de la presse privée algérienne publiant une dénonciation semblable, et le rappel de France-Presse : les journalistes continuent à défier la censure gouvernementale sur le terrorisme. La juxtaposition des quatre images rend vraisemblable l'énoncé du titre dans le journal *La Presse* : « Conflit ouvert entre le pouvoir et la presse à Alger³⁵ ».

2) L'incertain probablement contredit consiste à orienter le lecteur vers une attitude critique qu'on ne prend pas le risque de lui proposer explicitement, en donnant des indices au lecteur à l'effet que l'information transmise mais non confirmée n'est pas très vraisemblable. L'incertain a été rendu improbable par les journaux par des procédés discursifs symétriques à ceux de l'incertain vraisemblable :

– par l'argument de l'absence d'indices : « [Zéroual] ne propose rien toutefois pour résoudre le problème principal de l'Algérie, le taux inouï de violence³⁶ » – « Ce n'est pas la preuve que le pays serait devenu démocratique³⁷ » – « Zéroual [...] devra s'attaquer aux maux qui ont plongé l'Algérie dans le chaos. [Les élites au pouvoir] le laisseront-ils faire, pour autant qu'il en marque la volonté (*même cela n'est pas sûr !*) ? Rien ne permet de répondre à ce stade. L'histoire, hélas ! n'incite guère à l'optimisme³⁸ ».

– par l'invraisemblable affirmé : « Faut-il tout à fait exclure que ces électeurs aient subi les pressions occultes [...] du pouvoir d'Alger ? [...] Argument qui ne vaut pas grand chose³⁹ » – « tous les officiels rencontrés à

32. Patrick de SAINT-EXUPÉRY, « Algérie : Charette renoue le dialogue », *Le Figaro*, 31 juillet 1996.

33. Jean-Paul RUSTAN, *art. cit.*

34. France-Presse, Reuter, Jérôme STRAZULLA, envoyé spécial : « Nahnah, L'islamiste qui inquiète Zéroual », *Le Figaro*, 15 novembre 1995.

35. France-Presse, Reuter : « Conflit ouvert entre le pouvoir et la presse à Alger », *La Presse*, 4 juillet 1996.

36. Beaudoin LOOS, « Algérie : Liamine Zéroual cadenas l'avenir », 16 octobre 1996.

37. Franz-Olivier GIESBERT, « Algérie : la fin du prêt-à-penser », *Le Soir*, 15 novembre 1995.

38. Beaudoin LOOS, « Un message clair, un avenir qui l'est moins », *Le Soir*, 17 novembre 1995.

39. Georges SUFFERT, « L'aveu imprévu », *Le Figaro*, 17 novembre 1995.

Alger tenteront de nous convaincre (*ça n'est pas convaincant?*) que le terrorisme [...] est un pur produit de l'extérieur⁴⁰ – « Certains y ont vu [dans l'appel à la trêve de représentants du FIS à l'intérieur] une manipulation du pouvoir algérien⁴¹ ».

– par l'esquive du « ? », des guillemets ou du « mais toutefois » : « des tueurs incontrôlés (???) du GIA⁴² » – « des formations islamistes dites (*par qui?*) « modérées⁴³ » – « [le gouvernement] a annoncé [...] que la situation sécuritaire s'était « grandement améliorée⁴⁴ ».

– par le sous-entendu : « On peut s'interroger sur les réactions de la presse algérienne qui, si prompte à dénoncer avec virulence la moindre « ingérence » française, voit aujourd'hui dans cette visite à Alger le signe annonciateur d'une normalisation (*c'est trop vite annoncé?*)⁴⁵ » – [le gouvernement] a annoncé, une fois de plus (*sous-entendu: ça sera quand, la bonne?*) que⁴⁶... » – « Zéroual a déjà indiqué sa disponibilité à la conciliation mais le choix de ses proches laisse déjà supposer les limites (*lesquelles, précisément?*) de cette « ouverture⁴⁷ ».

– par la juxtaposition suggestive des images contradictoires : « un « terrorisme résiduel » qui vient pourtant de faire une soixantaine de morts dans l'Algérois⁴⁸ » – « une certaine presse étrangère qui amplifie le phénomène du terrorisme? » [...] Depuis moins de quinze jours, le bilan [...] approche toutefois les 30 morts (*sous-entendu: nous n'amplifions rien?*)⁴⁹ » – « [le gouvernement] a annoncé, une fois de plus (*sous-entendu: ça sera quand, la bonne?*) que la situation sécuritaire s'était « grandement améliorée » (*les guillemets sont un signe de distanciation*), une affirmation ponctuée par deux attentats en Kabylie qui ont fait six tués (*dans cette dernière phrase, le doute est marqué trois fois*)⁵⁰ ».

« Official news is news » disait Ted Turner⁵¹. En le paraphrasant, on pourrait encore ajouter ceci aux pratiques de l'information internationale : « La nouvelle non confirmée demeure de la nouvelle. » Contrainte par une logique de marché d'annoncer sans retard ce qu'elle n'a pas la possibilité de

40. Philippe REGNIER, *art. cit.*

41. France-Presse, Reuter : « Algérie : un responsable du FIS appelle au dialogue », *Le Figaro*, 9 février 1996.

42. Louis B. ROBITAILLE, *art. cit.*

43. Beaudoin LOOS, *art. cit.*, octobre 1996.

44. Beaudoin LOOS, *art. cit.*, mars 1996.

45. Patrick de SAINT-EXUPÉRY, *art. cit.*

46. Beaudoin LOOS, *art. cit.*, mars 1996.

47. Beaudoin LOOS, *art. cit.*, 1995.

48. *Ibid.*, 1995.

49. Jean-Paul RUSTAN, envoyé spécial : « Sous haute surveillance policière : l'hommage d'Oran à Mgr Claverie », *Le Figaro*, 6 août 1996.

50. Beaudoin LOOS, *art. cit.*, mars 1996.

51. Christopher YOUNG, *Du rôle des médias dans les conflits internationaux* (document de travail no 38), Ottawa, Institut canadien pour la Paix et la Sécurité internationales, 1991.

vérifier, consciente de la fragilité de ses informations et de la gravité des événements dont elle traite, la presse internationale diffuse ainsi ce qui lui parvient sur le mode de la « langue de bois » médiatique que constitue le discours de l'incertain.

C'est ainsi que des informations non vérifiées sur le conflit algérien, et provenant principalement de la propagande forgée par les militaires pour gagner la guerre, ont été régulièrement diffusées. La part importante de distorsion de la réalité que contient l'information internationale sur cette crise relève de la subjectivité, au sens défini plus haut.

Toutefois, cette subjectivité n'est pas dysfonctionnelle. Bien au contraire, les rituels rhétoriques que sont la représentation consensuelle, la parole savante et le discours de l'incertain permettent de distraire quotidiennement le lecteur, en lui fournissant quotidiennement suspense, spectacles exotiques ou terrifiants, nouvelles fraîches... sans que les informations non vérifiées ainsi diffusées puissent porter ombrage à la crédibilité d'un produit qui se vend bien : le journal. Protéger la crédibilité des médias est une des fonctions que réalise la subjectivité fonctionnelle.

Il en est une autre : les journaux ne sont pas que des témoins des événements qu'ils rapportent. Ils en sont également des acteurs.

Deuxième observation : *Les trois journaux furent des acteurs du conflit algérien*

On se souviendra comment la presse mondiale angoissée avait assisté à la montée du FIS et spéculé sur les dangers que l'islamisme représentait pour la jeune démocratie algérienne, jusqu'au coup d'État de 1992. Non sans quelque pertinence, il faut en convenir. Mais peu de journalistes avaient alors observé que la montée du FIS s'appuyait sur un développement important de la société civile algérienne, et aucun, sauf erreur, n'avait entrevu les possibilités de guerre civile que recelait la polarisation du débat entre « islamistes » et « laïcistes ».

La plupart des médias poussèrent un soupir de soulagement – embarrassé – et s'abstinrent un bon moment de crier au loup quand le régime issu du coup d'État annula les élections et interdit le FIS avec toutes ses institutions. L'interruption de la transition démocratique algérienne a fait, pour un temps, figure de mal nécessaire. Tout comme la guerre civile algérienne devait être une manne inespérée pour les médias, et plus particulièrement pour la télévision, qui utilisèrent quotidiennement les images atroces de la violence terroriste pour distraire un public effrayé, au moyen d'images spectaculaires tendant à justifier le retour des militaires sur la scène politique algérienne.

Parmi les influences possibles de l'environnement international sur les processus politiques, la complémentarité des rôles entre journalistes et militaires sur la place publique peut, on le comprendra sans peine, contribuer à renforcer la crédibilité de la propagande de guerre. Dans la crise algérienne,

plus particulièrement, la presse internationale a ainsi pu peser sur le cours des événements: d'une part en surmédiant les élections présidentielles de novembre 1995, et d'autre part en présentant des images appuyant massivement les procédés de la propagande à ce moment. Inversement, il arrive que la presse internationale contribue à neutraliser la guerre psychologique, en accordant la manchette aux images qui contredisent cette propagande. Ce qu'elle commença à faire, à propos de l'Algérie, à partir du printemps 1996 (graphiques 1, 2 et 3 ci-dessous).

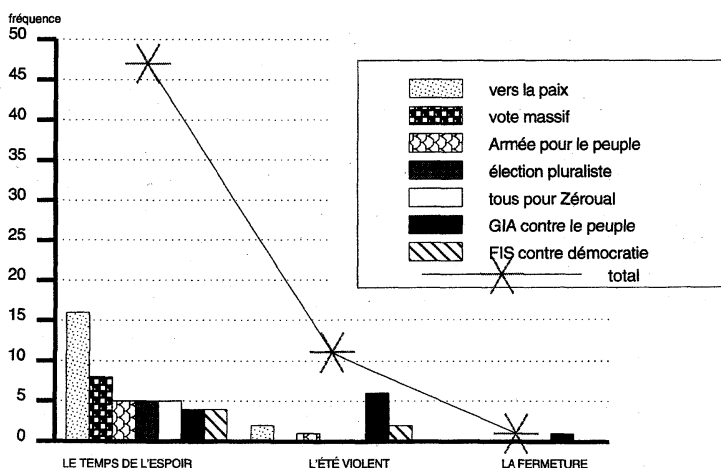
F — L'appui initial à la propagande de la presse internationale

Les illusions de la propagande militaire algérienne influencèrent longtemps l'information internationale. Les mirages ne s'étaient pas encore dissipés quand eurent lieu les élections présidentielles algériennes de novembre 1995, présentées à l'opinion algérienne et mondiale comme la seule issue possible à la crise (il y en a eu d'autres, et notamment la plate-forme signée à Rome en début de 1995, mais elles firent moins de bruit dans les médias); la presse internationale accourut en foule pour assister sur place à « l'événement ».

De manière fort compréhensible, la médiatisation importante de l'événement, opérée notamment par les journaux internationaux vendus dans les kiosques et par la présence très visible sur place de la presse internationale, n'a pu que contribuer à rendre cette élection plus crédible auprès de l'opinion et à la persuader de voter. Mais il y eut bien plus: les médias ont également pesé sur le résultat des élections, en relayant à profusion, et avec très peu de réserve, les images de la propagande.

Graphique 1

Images appuyant la propagande: une disparition en trois temps



Plus particulièrement, les journaux ont présenté l'élection comme le seul espoir de sortie de crise et de retour à la paix, confirmant implicitement la politique d'exclusion du FIS en tant qu'ennemi de la démocratie et la politique d'extermination des groupes armés, présentés comme la seule (???) menace à la sécurité de la population. Les médias reproduisirent également le spectacle du déploiement militaire destiné à convaincre la population que la situation était sous contrôle, et estimèrent généralement que ces élections étaient véritablement pluralistes, que la population s'apprêtait à voter massivement et que Zéroual partait grand favori.

À un premier niveau, celui des représentations relayées par l'information internationale, la propagande de guerre algérienne a porté fruit : tout d'abord dans l'importante participation de la population ; 75 % selon le ministère de l'Intérieur (alors que le FIS reconnaît 37 %, ce qui n'est quand même pas rien dans les circonstances !). Pourquoi cette participation importante : la réaction d'une population qui s'accroche au seul espoir qui lui est offert⁵² ? La possibilité d'avoir enfin son mot à dire ? Un défi aux menaces du GIA ? La peur des représailles en cas d'abstention ? Ou l'impact de l'information internationale ?

Quoi qu'il en soit de l'impact relatif de chacun de ces facteurs, une évolution apparemment très sensible de l'électorat en faveur du Président sortant, Zéroual, s'est produite avant l'élection. On se souviendra du sondage publié la veille de l'ouverture de la campagne par le quotidien *Al-Watan*, et qui ne prévoyait pour Zéroual que 35 % des suffrages. Comment est-on passé en quelques semaines d'une prévision de 35 % à un résultat de 65 % ? Erreur statistique du sondage ? Manipulation des résultats ? Un peu de tout cela peut-être... mais il ne faut pas exclure une autre explication : la propagande aura été efficace, et la population, apercevant à toute heure dans la rue ou chaque soir à la télévision des cohortes de journalistes étrangers accompagnés d'une protection policière, a pu être gagnée par l'espoir contagieux qui s'était emparé de la presse étrangère, et avoir accordé ainsi sa confiance à Zéroual. Malheureusement, le climat social algérien ne se prête pas à la vérification d'une telle explication.

Celle-ci ne doit pas pour autant être sous-estimée. La présence de centaines de journalistes et l'image favorable qu'ils ont transmise de la campagne et du scrutin n'ont pas pu nuire à la victoire du régime dans cet épisode de la guerre civile qu'aura été l'élection présidentielle de novembre 1995. La propa-

52. De sa prison et en citant Maurice Duverger, le leader du FIS, Ali Ben Hadj a ainsi commenté la dimension plébiscite de cette élection : « Souvent, le candidat est le Président en exercice [...] qui se présente au peuple pour qu'il le plébiscite et qu'il l'élise Président de la République afin d'acquérir une légitimité. Le résultat de ces élections est souvent positif car le candidat a en main l'armée et les médias [...] Ce choix met la majorité des citoyens devant deux options : soit leur approbation sans même être satisfaits de ce choix, soit le risque que le pays sombre dans une crise politique grave, dont les conséquences sont inconnues. » Ali Ben HADJ, *Dévoilement des arrière-plans politiques concernant les Présidentielles et l'exclusion des autres alternatives*, Fédération algérienne de France, [s.l.], 1995, pp. 49-51.

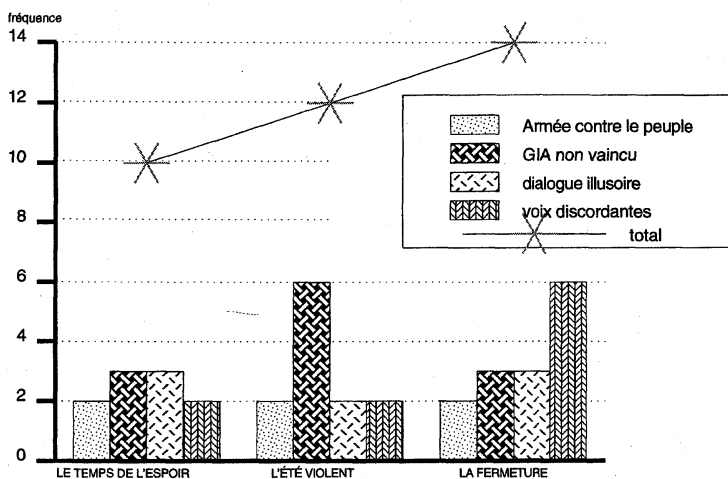
gande peut être efficace, il ne faut pas l'oublier, surtout pour un événement vedette de l'agenda international.

D'autre part, les présidentielles étaient destinées à légitimer le Président et, derrière lui, un régime militaire qui l'avait coopté au pouvoir. Quoi qu'il en soit du résultat réel du scrutin, le pouvoir s'est fait reconnaître, par la presse internationale, une victoire massive, et la presse s'est nourrie d'images fortes : la première élection pluraliste, la victoire sur l'intégrisme, les voiles des femmes, les armes et les uniformes... Objectif ? Sans cette participation importante au vote, les militaires algériens auraient eu du mal à maintenir leur image de sentinelles de la démocratie. Le lendemain venu, l'armée s'est retirée, et la violence terroriste a pu reprendre de plus belle. La manipulation avait réussi, grâce à la presse (nationale et étrangère). Les élections présidentielles algériennes n'auront été qu'une autre « bataille d'Alger » dans cette guerre des images que se livrent les protagonistes de la guerre civile algérienne.

G — Le revirement ultérieur contre la propagande

Graphique 2

Permanence des images affaiblissant la propagande



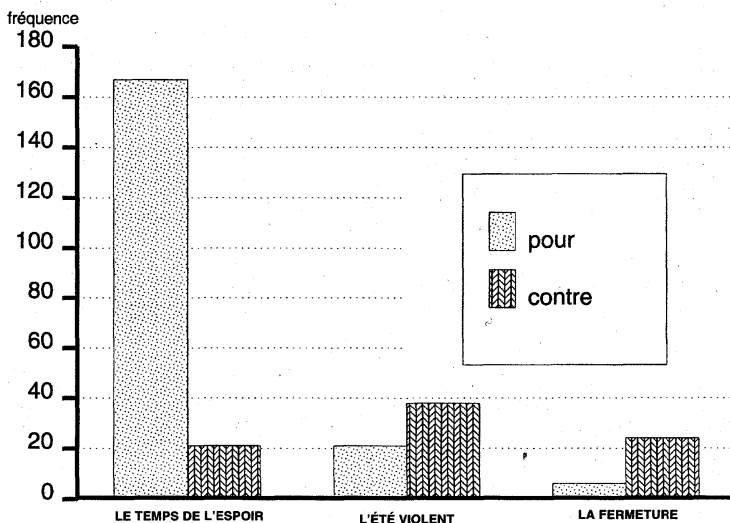
Les graphiques 1 et 2 (sur les images renforçant et affaiblissant la propagande) illustrent sans surprise la tendance générale qui a prévalu à partir de cette période d'illusion et d'espoir qui a duré six mois environ, la censure militaire aidant, soit de septembre 1995 à mars 1996. Ces chiffres indiquent une évolution en trois temps de l'attitude des médias internationaux. Le premier revirement semble coïncider avec la reprise du dialogue avec l'opposition, en mars 1996, et qui a précédé de peu la tragédie de Tibéhirine et l'assassinat de l'évêque d'Oran. Ces deux coups médiatiques d'une autre

propagande, celle des groupes armés, ont contribué à discréditer la thèse officielle à l'effet qu'il ne subsistait, en Algérie, qu'un « terrorisme résiduel » et que Zéroual allait ramener la paix grâce à ses négociations avec l'opposition.

Le spectaculaire de cette violence allait capter l'attention des journaux occidentaux analysés d'autant plus facilement que les victimes innocentes visées étaient, cette fois, françaises et chrétiennes. C'est en effet à partir de cet été violent (de mars à août 1996), par contraste avec le calme relatif qui a semblé régner jusqu'au printemps, que les croyances favorables à la propagande allaient à peu près disparaître des journaux, au profit d'une thèse plutôt négligée par la presse jusque-là : le retour à la paix ne pouvait se faire à la manière de Zéroual, en menant parallèlement opérations militaires, interdiction d'une partie de l'opposition et négociations avec les autres. De plus en plus, à partir du printemps 1996, l'information internationale diffusa des images en dissonance avec la propagande : par la médiatisation de la violence, et par la mise en scène de plus en plus importante des voix algériennes discordantes : l'opposition autorisée mais aussi les dissidents.

Acteurs d'une guerre civile, les médias internationaux sont donc passés, en très peu de temps, d'un rôle de support de la propagande à un autre, radicalement opposé, celui de support des voix minoritaires, à partir de septembre 1996.

Graphique 3
Arguments pour et contre la propagande



En nombre absolu, les proportions se sont inversées : les images ou arguments appuyant la propagande sont passés d'un poids prépondérant durant le temps de l'espoir à une marginalisation quasi totale au moment de « la fermeture », par comparaison avec les arguments à l'encontre de la propagande qui, eux, se sont maintenus, et ont même tendance à croître, en fréquence absolue. À un point tel qu'il est devenu difficile de trouver quelque part, dans les médias (presse et télévision) européens et américains, un journaliste qui espère encore que les militaires, en bons défenseurs des libertés, puissent vaincre les « intégristes fanatiques » élus en 1992 et réinstaller la démocratie.

Troisième observation : *La reconstruction d'une scène publique pluraliste par la presse internationale*

Il ne faut pas croire, pour autant, que les journaux accomplissent leur impossible devoir d'objectivité lorsqu'ils s'éloignent de la propagande ; pour développer leur sens critique, ils ne pourront souvent qu'opposer aux informations officielles non confirmées des rumeurs, des informations dissidentes, des voix minoritaires, elles-mêmes partiales. Ils utilisent, pour ce faire, la parole experte ou le discours de l'incertain, ou encore la parole consensuelle. Cela leur permet d'agrémenter l'agenda de controverse tout en protégeant leur crédibilité de témoins neutres de ce qu'ils rapportent.

Neutres ? Ils contribuent néanmoins à rouvrir une scène publique que les autorités ont voulu verrouiller, et à réamorcer, de l'extérieur, un débat public devenu difficile, voire impossible, à l'intérieur. *Le Soir*, en particulier, s'était déjà ouvertement dissocié de la propagande algérienne quand eurent lieu les présidentielles.

Ainsi Beaudoin Loos avait-il entrepris, avant même que les résultats de l'élection soient annoncés, de démonter les mécanismes de la propagande. Après avoir rappelé qu'en 1992, « les élections étaient annulées, au motif que les islamistes qui allaient s'emparer du pouvoir s'empresseraient de liquider la démocratie naissante, comme plusieurs caciques du FIS l'avaient d'ailleurs annoncé », Loos met en parallèle les « attentats des activistes islamistes » avec les « représailles féroces des forces de sécurité » ; celles-ci n'ont toutefois été connues que par la rumeur publique et les informations diffusées par les dissidents, sous forme de communiqués de presse, de journaux clandestins ou même de livres publiés en Europe⁵³. Dans le même article, Loos émet des doutes sur la bonne foi de Zéroual comme sur sa capacité politique à réaliser son programme, et évoque la possible « mise en scène cathodique d'un pluralisme de façade » et le « muselage de toute opposition pacifique⁵⁴ », en reprenant les termes du journal algérois, proche des dissidents, *La Nation*.

53. Moussa AIT-EMBAREK, *L'Algérie en murmure. Un cahier sur la torture*, Plan-les-Ouates (Suisse), Hoggar, 1996 ; Comité algérien des militants libres de la dignité humaine et des droits de l'homme, *Livre blanc sur la répression en Algérie*, 3 t., Plan-les-Ouates (Suisse), Hoggar, 1995 et 1996 ; Louisa HANOUNE, *Une autre voix pour l'Algérie, Entretiens avec Ghania Mouffok*, Paris, La Découverte, 1996.

54. Beaudoin LOOS, *art. cit.*, 1995.

Par prudence peut-être, il ne prend pas le risque d'annoncer prématurément le résultat du scrutin, et il spéculé sur la nouvelle politique plutôt que sur le nouveau président (malgré la suggestion trompeuse du titre). De plus, il s'est mis à l'abri de l'accusation de parti pris contre le pouvoir algérien ; il a pris une page à la Une pour expliquer l'élection de façon fort nuancée, tantôt critique, tantôt compréhensive, envers les autorités. La mise en page est particulièrement réussie : une photo couleur sur 1/4 de page, en plein centre de la Une. L'article présente toutefois une faille : il ne pose aucune question sur les manipulations possibles du scrutin, en dépit du reportage d'Henri Maxime, dans le même numéro, et qui aurait pu l'inciter à encore plus de prudence⁵⁵.

Sans s'affranchir toutefois de l'illusion d'une participation massive de l'électorat, Loos reprend ses distances avec la propagande, le lendemain et, prenant Zéroual au mot, tout en lui annonçant son échec probable, il le piège ainsi : « Selon ses intentions déclarées (*doute ?*), Liamine Zéroual va maintenant (*certitude ?*) mener [...] le dialogue, dont l'identité des invités donnera une indication sur son sérieux (*qui n'est pas certain ?*) [...] si tant est que la légitimité neuve de Zéroual ne fera pas cesser le terrorisme [...] ni améliorer une économie en difficulté (*certitude ?*) »⁵⁶.

L'attitude critique du *Soir* ne date pas de ce jour et elle se maintiendra jusqu'à la fin de la période observée. Comme se développera l'habitude de donner la parole aux voix dissidentes, interdites en Algérie mais néanmoins partie prenante du drame, dont ils fournissent une vision déséquilibrée, par conséquent.

Quelques-uns d'entre eux, en octobre 1996, à Paris, témoigneront de « l'entêtement du pouvoir à nier l'évidence sur ses violations des droits de l'homme ou à demander qu'on lui fasse part des éventuels « dépassements » des forces de l'ordre. » Ils fustigeront « l'Observatoire des droits de l'homme chargé de fabriquer une image de marque pour le monde extérieur ». Les dissidents n'ont apparemment rapporté qu'un côté de la crise, laissant dans l'ombre les exactions des GIA à l'encontre des civils. De même qu'ils ne semblent s'intéresser qu'à identifier et à stigmatiser le pouvoir en tant que responsable politique de la crise, sans aucun effort de compréhension pour ce

55. Est-ce une réapparition du syndrome de Timisoara ? La dépêche du correspondant Henri Maxime, « La capitale a vécu les élections au ralenti », est en dissonance avec la légende de la photo, la dépêche de l'AFP et l'analyse de Beaudoin Loos publiées dans la même page, ainsi qu'avec les articles de la veille, qui annonçaient une participation massive. Maxime, qui se trouve sur place, à Alger, dément le tout par ses observations devant plusieurs bureaux de vote. Tel ce correspondant qui, de Timisoara, doutait de l'existence des charniers, Maxime n'est pas écouté du centre. Tous, à Bruxelles, affirment une participation massive, y compris le pro-dissident et journaliste-expert, Beaudoin Loos. Pourquoi n'a-t-on pas cru Maxime et a-t-on préféré diffuser les images de participation massive comme les autres médias ? Ici, ce sont les relations de confiance entre le correspondant et le centre éloigné, qu'il faudrait pouvoir observer. Rendez-vous à la prochaine crise à l'étranger ?

56. Beaudoin Loos, « « Rupture avec le système » ? Le moment est opportun », *Le Soir*, 18-19 novembre 1995.

pouvoir, il va sans dire ; cela est de bonne guerre en politique. Objectif ? Les dissidents sont quand même qualifiés de « témoins de haut niveau », dans cet article paru plus d'un an après les présidentielles⁵⁷.

Dans un compte rendu d'une entrevue ministérielle, signé par Philippe Regnier et paru quelques semaines avant, le journal annonçait l'échec probable de la politique industrielle du régime⁵⁸, en s'appuyant sur un consensus d'observateurs anonymes, pour orienter le lecteur vers l'hypothèse d'une nouvelle montée du chômage et de l'islam radical. Cela après avoir pris la précaution de laisser le ministre expliquer sa politique, comme le veut la déontologie journalistique, et sans prendre le risque de s'exposer à une réplique des officiels algériens en essayant de contredire le ministre. La thèse de l'échec économique probable vaut la place que lui consacre le journal. Bizarrement, toutefois, le journaliste qui signe l'article ne cite aucune statistique, ne se livre à aucune analyse économique, et ne semble même pas avoir interrogé le ministre sur les moyens et l'échéancier de sa politique. La critique, trop facile, rend néanmoins peu crédible l'optimisme officiel, et pourra susciter la méfiance des investisseurs étrangers. Les investisseurs européens, qui constituent l'un des publics lecteurs du journal, s'en plaindront-ils ?

Le mois précédent, Joëlle Meskens avait signé, à l'occasion de l'assassinat de l'évêque d'Oran, un commentaire qui concluait lui aussi à l'échec – militaire, cette fois – du régime : « Quant au pouvoir algérien qui prétendait convaincre la France qu'il maîtrisait le terrorisme, il en prend un coup pour son image de marque... Les GIA viennent en tout cas de démontrer que, malgré la mort de leur chef Djamel Zitouni, le sanglant héritage est [...] repris par d'autres redoutables émirs⁵⁹. »

Comment s'y prend-on pour faire passer un tel message ? En mettant en évidence, à la Une et avec photo, le spectaculaire paradoxe de l'assassinat d'une figure non politique de haute crédibilité morale (un évêque), *Le Soir* améliore ses chances de retenir l'attention du lecteur sur cet article et de le convaincre de lire la suite en pages intérieures. Puis, en reproduisant l'image de la condamnation consensuelle du GIA, il se rend sympathique à ses lecteurs, dont il vient ainsi de neutraliser la résistance possible à son argument : la violence terroriste n'est pas que résiduelle, et le GIA n'est pas vaincu.

Ainsi *Le Soir* se nourrit-il de controverse, pas seulement du spectaculaire de la guerre civile, tout en protégeant sa crédibilité : ayant critiqué les uns (GIA) et les autres (le pouvoir algérien et la diplomatie française) il a conforté son image médiatique de journal sans parti pris, c'est-à-dire objectif et critique tout en même temps. Et que pouvait-il faire d'autre ? Ignorer le coup médiatique d'un groupe armé ? Cacher un événement de la guerre pour protéger la propagande du camp adverse ?

57. Beaudoin LOOS, *art. cit.*, octobre 1996.

58. Philippe REGNIER, *art. cit.*

59. Joëlle MESKENS, « L'évêque d'Oran tué : la France en émoi », *Le Soir*, 3-4 août 1996.

Le Figaro, à l'opposé, avait mis tous ses espoirs dans l'élection présidentielle. Néanmoins, il est finalement parvenu, bien qu'avec beaucoup de retard, à se distancier d'une propagande pour donner une vision différente du conflit. Cela lui fut possible grâce à sa rencontre avec Arezki Aït-Larbi, qui allait devenir son correspondant sur le terrain algérien. À partir de 1996, celui-ci allait régulièrement poser en bonne place dans les pages du journal un problème jusque-là plutôt négligé par la presse internationale : celui de la Kabylie, « dont les revendications identitaires et linguistiques ont été ignorées », et qui se prépare, selon le journaliste, à une riposte bruyante (*la prédiction ne s'est pas encore réalisée*) aux « nouvelles règles du jeu » établies par Zérroual⁶⁰. Que réclame la Kabylie, ou, pour être plus exact, l'une de ses voix, Saïd Saadi, chef du parti du RCD ? Un État explicitement laïque, et la reconnaissance du Tamazight comme langue nationale.

Le choix du militant berbériste, Arezki Aït Larbi, comme correspondant en Algérie, a permis au *Figaro* de prendre ses distances du pouvoir algérien et des dissidents favorables au dialogue avec le FIS tout à la fois. Cette sympathie berbériste soudaine correspond à un positionnement habile, qui permet au *Figaro* de se donner à la fois une position éditoriale crédible et une expertise : celle d'un journaliste familier avec le terrain parce que lui-même algérien. Neutre ? Comment Aït-Larbi peut-il l'être, lui qui est activement engagé dans la défense d'une minorité brimée depuis l'indépendance ? Du fait même de cet engagement en faveur de la voix minoritaire kabyle, *Le Figaro* remet sur la scène publique un vieux problème auquel, dans la crise actuelle, ni les militaires ni les opposants islamistes ne se sont intéressés. Cette nouvelle vision du *Figaro*, bien qu'elle aussi très partielle, et toujours aussi peu sensible au problème de l'exclusion du FIS de la scène publique, contribue néanmoins à rééquilibrer un ordre du jour international qui ignore une voix minoritaire discriminée.

Le quotidien montréalais, *La Presse*, n'a pas développé d'expertise particulière ni de position éditoriale sur le problème algérien. Il a quand même réussi à parler de la crise algérienne régulièrement, plus souvent même que *Le Figaro* et *Le Soir*, alternant les commentaires naïfs et les analyses mieux documentées, les positions propouvoir et les positions proberbéristes.

Au lendemain de l'assassinat des moines, un article malhabile et truffé d'erreurs concluait à la fatalité du destin algérien et mettait la France en garde contre la tentation d'appuyer le pouvoir algérien⁶¹. Cette analyse trop rapide, bien que rédigée sur le ton de l'incertain, valut à *La Presse* une rectification de la part de l'Ambassadeur algérien au Canada.

De façon intéressante, les erreurs grossières du journaliste, celles qui concernent l'opposition, ne sont pas relevées par l'Ambassadeur. Celui-ci se contente d'éliminer trop rapidement comme surréaliste le portrait de l'Algérie

60. A. AÏT-LARBI, *art. cit.*

61. Louis B. ROBITAILLE, *art. cit.*

dressé par le journaliste, pour y substituer la vision officielle, comportant elle aussi ses arguments *ad hominem* contre ses contradicteurs (des « défis pas faciles à appréhender en l'absence d'une connaissance suffisante des réalités algériennes ») ses hyperboles (une « économie florissante », la « véritable explosion » de la société civile), ses imprécisions (aucun chiffre, aucune analyse économique) et surtout le non-dit (sur la violence, le FIS, la censure, les déficits qui s'accumulent...). Sans entrer dans le détail : « l'Algérie est un pays dont les institutions fonctionnent et l'économie est en pleine expansion⁶² ». La publication de la lettre de l'Ambassadeur, suite à une critique très malhabile et subjective, n'a pas de mal à rétablir une autre image... avec les illusions d'une propagande.

Pour le journal, la publication de cette lettre de propagande contrebalance la critique facile de Robitaille consistant à renvoyer dos à dos les protagonistes de la crise. Tout comme l'analyse très nuancée d'Agnès Gruda, le jour de l'élection, contrastait avec la victoire de la démocratie que célébrait Gilles Toupin.

Ce 17 novembre, en effet, Agnès Gruda atténuait l'optimisme officiel algérien en rappelant la censure, l'intimidation des électeurs par l'administration, « l'absence d'un contrôle neutre et crédible de la mécanique électorale »... toutes choses rendant « fragile » la victoire, et faisant craindre un « durcissement du régime » et un retour à la violence. Ici, le respect de l'objectivité va plus loin ici que le seul rituel du doute alternatif. Il apporte des faits à l'appui et se base sur une connaissance du terrain. Ce qui permet avec élégance un appui très mitigé à la propagande, en conclusion : « Les Algériens sont prêts à parier pour un moindre mal », écrit-elle, croyant y voir le « signe du déclin » de l'islam radical⁶³.

Dans le même numéro, toutefois, le journaliste Gilles Toupin reproduisait une vision manichéenne du conflit : celle du pouvoir militaire contre la violence terroriste, estimant que le vote « devrait apporter au pouvoir en place, notamment aux militaires qui l'appuient, les dividendes de quatre ans d'une impitoyable lutte contre l'islamisme armé⁶⁴ ». Cela sans rien voir de la mécanique électorale sans contrôle crédible, de la censure sur les médias, des rumeurs de représailles administratives sur les abstentionnistes, du durcissement possible d'un régime autoritaire ainsi plébiscité, toutes choses pourtant entrevues par Agnès Gruda dans le même numéro.

62. Abdesslem BEDRANE, « Le son de cloche algérien », *La Presse*, 3 juillet 1996.

63. Agnès GRUDA, « Les paris du Président », *La Presse*, 17 novembre 1995.

64. Gilles TOUPIN, *art. cit.*

De Robitaille à l'Ambassadeur, de Gruda à Toupin, *La Presse* a pu compenser son manque d'expertise du terrain algérien en alternant des analyses qui se contredisent. L'absence de ligne éditoriale et la multiplication des points de vue opposés, combinées à un ample usage de la rhétorique de l'incertain, ont constitué son style particulier de positionnement par rapport au discours officiel algérien. À la longue, *La Presse* finira elle aussi par abandonner l'illusion du « terrorisme résiduel⁶⁵ », et Gilles Toupin, par trouver la ressource de la voix kabyle minoritaire⁶⁶.

La capacité du *Figaro* et de *La Presse* à s'affranchir de la propagande prend plus de temps et souffre de l'ambivalence de l'opposition autorisée (RCD) à laquelle ils prêtent voix, faisant ainsi pour un temps le jeu de la propagande. Peut-être à cause de leur manque d'intérêt envers la parole dissidente doivent-ils se contenter plus longtemps de la parole autorisée. Dans cette marge étroite, mais réelle, néanmoins, un progrès a été réalisé pour l'information internationale (malgré le sensationnalisme anti-islamiste du *Figaro*, malgré le manichéisme occasionnel de *La Presse*). Le pluralisme de la presse à grand tirage, en mettant en scène des visions subjectives opposées, élargit quand même l'éventail des idées offertes au public. À la longue, l'équilibre se rétablit quelque peu entre propagande étatique et voix discordantes.

Mais il y a plus ; on a vu les médias jouer un autre rôle : celui de rouvrir, ne serait-ce que partiellement et à partir de l'étranger, une scène locale verrouillée par la censure et l'exclusion... à la condition que l'information dissidente puisse parvenir jusqu'à ces quelques journalistes capables de sortir les premiers des sentiers battus, et de secouer les préjugés (*Le Soir*). Du point de vue de Sirius, ça n'est peut-être pas l'idéal prôné dans les codes de déontologie, mais certains universitaires français exagèrent : la presse, bien qu'imparfaitement, finit par jouer son rôle. Il y a longtemps que les dissidents algériens s'adressent aux médias internationaux et révèlent les côtés secrets de la guerre civile. Leurs discours, leurs révélations, leurs livres même, sont diffusés à l'étranger puis retransmis à l'intérieur : par le FAX, les voyageurs qui rentrent, Internet... puis probablement relayés de main à main... Ainsi la presse internationale peut-elle parvenir peu à peu à neutraliser les effets de la censure et de la guerre psychologique...

Perspectives à explorer

Le phénomène n'est pas sans rappeler Timisoara, le conflit en Bosnie et la guerre du Golfe. Il pourrait bien s'expliquer par les pratiques institutionnalisées de l'information internationale ; son devoir d'informer sans parti pris, sa dépendance envers les sources officielles et le contexte de concurrence pour la conquête du public la poussent à jouer ce double rôle : médiatiser et rendre crédible la propagande de guerre auprès de l'opinion, dans un premier temps,

65. « Dialogue sur fonds de violence », *La Presse*, 22 juillet 1996.

66. Gilles TOUPIN, *art. cit.*

quitte à utiliser la rhétorique de l'objectivité pour protéger sa crédibilité, puis s'efforcer par la suite de discréditer le discours officiel qui lui a quand même servi jusque-là.

D'une guerre à l'autre, le même schéma semble se répéter et, pour cette raison, il est important d'essayer de comprendre, ainsi que nous avons tenté de le faire au moyen d'un corpus limité, comment se fabrique et évolue l'information internationale en temps de crise. Il faudrait examiner également comment l'information internationale finit par rejoindre l'opinion intérieure dans un contexte qui limite la circulation de l'information et des idées; une étude de l'information dissidente reste à faire elle aussi...